

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE  
S/3916  
25 novembre 1957  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS  
DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT  
OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente, sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur le point où en était leur examen à la date du 23 novembre 1957, l'exposé suivant :

1. Question iranienne (voir S/3890)
2. Accords spéciaux prévus à l'Article 43 et organisation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité (voir S/3890)
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir S/3890)
4. Statut et règlement intérieur du Comité d'état-major (voir S/3890)
5. Réglementation et réduction générales des armements et renseignements sur les forces armées des Nations Unies (voir S/3890)
6. Désignation d'un Gouverneur du Territoire libre de Trieste (voir S/3890)
7. Question égyptienne (voir S/3890)
8. Question indonésienne (voir S/3890)
9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (voir S/3890)
10. Rapports sur le Territoire stratégique sous tutelle des îles du Pacifique, établis en exécution de la résolution adoptée le 7 mars 1949 par le Conseil de sécurité (voir S/3890)
11. Demandes d'admission (voir S/3890)

12. Question de Palestine (voir S/3890)

A sa 806<sup>ème</sup> séance, le 22 novembre 1957, le Conseil de sécurité a repris l'examen des communications de la Jordanie (S/3878) et d'Israël (S/3883) qu'il avait inscrites à son ordre du jour, lors de la 787<sup>ème</sup> séance, le 6 septembre. Les rapports concernant les plaintes respectives de la Jordanie et d'Israël avaient été présentés au Conseil par le Chef d'état-major par intérim de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve (S/3892 et Add.1 et 2 et S/3913). Le Conseil a décidé de poursuivre tout d'abord l'examen de la plainte de la Jordanie et a entendu à ce sujet des déclarations des représentants de la Jordanie et d'Israël.

13. Question Inde-Pakistan (voir S/3890, S/3895, S/3900, S/3902/Rev.1, S/3803, S/3908 et S/3912).

Le Conseil a poursuivi l'examen de cette question à ses 803<sup>ème</sup>, 804<sup>ème</sup> et 805<sup>ème</sup> séances, tenues les 18, 20 et 21 novembre; il a notamment examiné le projet de résolution commun des cinq Puissances publié sous la cote S/3911.

14. Question tchécoslovaque (S/3890)

15. Question du territoire libre de Trieste (voir S/3890)

16. Question d'Haïderabad (voir S/3890)

17. Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1948 par les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique (voir S/3890)

18. Contrôle international de l'énergie atomique (voir S/3890)

19. Plainte pour invasion armée de l'île de Taïwan (Formose) (voir S/3890)

20. Plainte pour bombardement aérien du territoire de la Chine (voir S/3890)

21. Plainte contre le Gouvernement de l'Iran pour non-observation des mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de Justice dans l'affaire de l'Anglo-Iranian Oil Company (voir S/3890)

22. Proposition tendant à inviter les Etats à adhérer au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition de l'arme bactérienne et à ratifier ledit Protocole (voir S/3890)

23. Demande d'enquête au sujet d'un prétendu recours à la guerre bactérienne (voir S/3890)

24. Lettre en date du 29 mai 1954, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant par intérim de la Thaïlande auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir S/3890)
25. Télégramme en date du 19 juin 1954, adressé au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des relations extérieures du Guatemala (voir S/3890)
26. Lettre en date du 8 septembre 1954, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des Etats-Unis d'Amérique (voir S/3890)
27. Lettre en date du 28 janvier 1955, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Nouvelle-Zélande, concernant la question d'hostilités dans la région de certaines îles situées au large de la Chine continentale.  
Lettre en date du 30 janvier 1955, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, concernant la question d'actes d'agression commis par les Etats-Unis d'Amérique contre la République populaire de Chine dans la région de Taïwan et d'autres îles chinoises (voir S/3890)
28. Situation créée par l'action unilatérale du Gouvernement égyptien mettant fin au système de gestion internationale du canal de Suez, système confirmé et complété par la Convention du canal de Suez de 1888 (voir S/3890)
29. Mesures que certaines Puissances, notamment la France et le Royaume-Uni, ont prises contre l'Egypte et qui mettent en danger la paix et la sécurité internationales et sont de graves violations de la Charte des Nations Unies (voir S/3890)
30. La situation en Hongrie (voir S/3890)
31. Aide militaire apportée par le Gouvernement égyptien aux rebelles en Algérie (voir S/3890)
32. Lettre en date du 30 octobre 1956, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Egypte (voir S.3890)

-----